

**Avis adopté**

Séance plénière du 11 avril 2023

*Comment favoriser une gestion durable de l'eau (quantité, qualité, partage) en France face aux changements climatiques ?*

**Déclaration du groupe CGT-FO**

L'eau est vitale pour la vie aussi bien humaine et animale que végétale.

Elle joue un rôle important dans le maintien des écosystèmes, leur permet d'être en relation permanente pour échanger nutriments et minéraux, sans lesquels il est difficile de maintenir la vie. Or en plus de subir les agressions des différents polluants qui affectent sa qualité et rend sa consommation dangereuse pour la santé, l'eau est affectée par les changements climatiques qui touchent la terre depuis plusieurs années et leur accélération risque de rendre encore plus grave la crise de l'eau. Déjà aujourd'hui plus de 2 milliards de personnes dans le monde n'ont pas accès à l'eau potable et pour la moitié de l'humanité les pénuries d'eau font partie de leur quotidien. Rappelons que l'eau douce ne représente que 0.5% de l'eau sur terre et c'est cette eau qui est mobilisée pour l'ensemble de nos besoins.

La crise de l'eau ne touche pas que les pays chauds, puisqu'en France aussi les précipitations se réduisent, les périodes de sécheresse se suivent et si la tendance au réchauffement climatique se poursuit la situation risque d'empirer. Cet hiver a été d'une douceur exceptionnelle et les faibles niveaux de précipitations impactent directement les nappes phréatiques qui ont de plus en plus de mal à se recharger. A certains endroits les pénuries d'eau risquent d'être importantes cet été.

Dans son plan eau, le Gouvernement souhaite d'ici à 2030, réduire de 10 % notre consommation d'eau, traiter 10 % des eaux usées, mettre en place une politique de sobriété et généraliser une tarification progressive de l'eau. Même si nous regrettons que le CESE vient après coup sur ce sujet, globalement l'avis qui vient de nous être présenté aborde déjà en grande partie ces pistes. La question de la sobriété apparaît dans toutes les parties du texte et il est proposé de mener un débat sur la mise en place d'une tarification progressive.

Bien sûr le groupe FO soutient plusieurs des préconisations proposées. Il faut renforcer le recyclage de l'eau utilisée dans l'industrie, améliorer les connaissances et le suivi des nappes, lutter contre le gaspillage, restaurer les cours d'eau, informer davantage les consommateurs sur toutes les questions liées à l'eau, interdire les composants chimiques toxiques utilisés dans le traitement de l'eau potable, agir contre tous les polluants agricoles ou industriels et toutes les substances contaminantes et dangereuses pour la santé, renforcer l'entretien et le renouvellement des réseaux ainsi que les moyens humains et matériels des services de l'Etat dédiés à l'eau, etc.

Pour le groupe FO aucune politique d'adaptation au manque d'eau ne peut réussir si elle ne met pas au cœur de son action la lutte contre la vétusté des réseaux et les fuites qui en découlent. Rien qu'en Métropole environ 20 % de l'eau potable produite est déversée chaque année dans la nature, ce qui

représente près d'un milliard de m<sup>3</sup> soit l'équivalent de la consommation annuelle moyenne de 18 millions de personnes. Cette situation est encore pire dans certains territoires des Outre-mer. Pour le groupe FO l'enjeu de la bataille de l'eau réside surtout à ce niveau et non dans une hypothétique prise de conscience qu'il faut vivre dans la sobriété ou encore la croyance dans l'effet mécanique de l'augmentation des prix sur la baisse de la consommation. Au mieux ça risquerait de rajouter une tension supplémentaire sur le pouvoir d'achat des ménages. Le groupe FO appelle donc à un vrai plan de modernisation de notre réseau d'eau et d'assainissement. En plus de ses bienfaits pour l'environnement et la gestion de la crise de l'eau, il permettrait la création de milliers d'emploi et participerait à la redynamisation de notre économie.

Malgré ses réserves sur certaines préconisations, **le groupe FO a voté en faveur de cet avis.**